

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

16 janvier 2013 | *Le Droit* | *Des réalisations*

Une école secondaire pour Mgr Hilaire Chartrand

Une nouvelle école secondaire francophone sera construite à Orléans et ouvrira ses portes en 2016 (Le Droit, 12 janvier). Le nom que prend une école est d'une importance capitale car le toponyme aura une vitrine inestimable dans la perpétuation de la commémoration d'illustres personnalités ayant changé le cours de l'histoire. Le nom devient également une composante de l'identité pour ceux qui fréquentent l'école et un symbole pour la communauté toute entière.



L'automne dernier, le journaliste François-Pierre Dufault a rappelé les legs importants de Monseigneur Hilaire Chartrand à Orléans (« Le grand bâtisseur oublié d'Orléans », Le Droit, 28 septembre). Il importe afin d'exposer le bien-fondé de notre argumentaire, de revenir ici sur ses faits saillants.

Né à Chénéville le 29 novembre 1875, Hilaire Chartrand est ordonné prêtre en 1899. Il remplace à la fin de l'été 1912 le curé précédent de la paroisse Saint-Joseph d'Orléans, mort subitement.

Au moment où le Règlement XVII venait d'être promulgué en Ontario, Mgr Chartrand veille à ce que la paroisse fondée en 1860 et la communauté subsiste. Parmi ses réalisations, mentionnons qu'il

obtient en 1920 que la Banque provinciale ouvre une succursale à Orléans et devienne ainsi la première institution financière dans la communauté. De 1920 à 1922, il entame et surveille la construction de la deuxième église de la paroisse, elle qui trône toujours majestueusement. En 1922, Mgr Chartrand fait constituer la paroisse en un « village partiellement autonome » : il s'agira de la seule entité municipale distincte de l'histoire d'Orléans et permettra au village de fonder ses premières institutions et d'offrir ses premiers services municipaux, jusqu'en 1974. Enfin, Mgr Chartrand accueillera à Orléans en 1925 le premier médecin-résident en la personne du Dr Émile Major.

Mgr Chartrand quitte Orléans après 16 ans de service. À l'apogée de sa carrière ecclésiastique, il occupera le poste de vicaire général du diocèse d'Ottawa de 1939 à 1945. L'homme engagé s'éteint en 1964 à l'âge de 89 ans.

Voué à protéger et à faire épanouir le fait français ainsi que le catholicisme parmi les villageois, Mgr Chartrand aura laissé sa marque à Orléans. Malheureusement, aujourd'hui aucun lieu ou édifice ne porte le nom de ce grand bâtisseur. Le temps n'est-il pas venu de nommer la nouvelle école secondaire catholique du nom de Mgr Hilaire Chartrand afin de commémorer d'une part, l'apport de cet homme à la francophonie et d'autre part, sa contribution à l'évolution de la localité ?

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

16 janvier 2013 | *Le Droit* | *Le CSF du même avis*

La nécessité d'institutions francophones se fait sentir

Le commissaire aux services en français de l'Ontario et un comité d'experts en matière d'éducation postsecondaire de langue française sont sur la même longueur d'ondes : il faut cheminer vers la création d'établissements d'enseignement collégial et universitaire pour desservir la population francophone du centre-sud-ouest de la province.

Dans un rapport intitulé *Bâtir l'avenir*, le Comité d'experts en matière d'éducation postsecondaire de langue française dans les régions du centre et du sud-ouest de l'Ontario confirme que l'accès à des programmes d'études postsecondaires en français « est très limité » dans le corridor de Toronto à Windsor, où vivent pourtant 34 % des francophones de la province.

Le comité d'experts confirme également que « la demande d'éducation en langue française croît de façon soutenue aux paliers élémentaire et secondaire » dans cette région et que « le cumul des pertes d'effectifs du système d'éducation de langue française [...] est en partie lié à l'incertitude quant à l'accès à des services et programmes d'études postsecondaires en langue française ».

La proximité géographique est « un facteur clé » pour choisir un établissement postsecondaire, notent les auteurs de *Bâtir l'avenir*. « L'accroissement de la capacité du système d'éducation de l'Ontario à dispenser un enseignement postsecondaire de langue française (dans le centresud-ouest) est un passage obligé; il y va de la pérennité de la langue française, de l'épanouissement de la culture francophone en Ontario pour les générations à venir et du succès futur de l'Ontario comme société du savoir », écrit le comité d'experts qu'a dirigé l'ancien sous-ministre adjoint Raymond Théberge jusqu'en juin dernier.

Les constats et conclusions du comité d'experts recourent les grandes lignes d'un rapport spécial du commissariat aux services en français, intitulé *Pas d'avenir sans accès*, publié l'an dernier. Les deux documents recommandent, en premier lieu, la création d'un secrétariat indépendant chargé de déterminer les besoins et la livraison de services et de programmes d'enseignement en français dans le centre-sud-ouest de l'Ontario.

« Ce rapport consiste en un outil indéniable de plus pour le ministère de la Formation et des Collèges et Universités afin qu'il réponde aux besoins grandissants des francophones, francophiles et nouveaux arrivants », a déclaré le commissaire, Me François Boileau, hier.

Me Boileau recommande d'utiliser le collège universitaire Glendon de l'Université York, à Toronto, comme canevas pour une future université de la langue française. Le comité d'experts encourage, pour sa part, la création d'un établissement à double vocation, collégiale et universitaire, ou de deux établissements partageant des services.

De toutes les communautés francophones de l'Ontario, c'est celle du centre-sud-ouest qui connaît le plus haut taux de croissance. Les francophones et francophiles se heurtent pourtant à un très faible taux d'accès de 0 % à 3 % lorsqu'il est question d'enseignement postsecondaire en français dans cette région.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

16 janvier 2013 | *Le Droit* | SAMUEL BLAIS-GAUTHIER sbgauthier@ledroit.com correspondant régional

Une école de 26 élèves menacée de fermeture

L'école primaire catholique Saint-Joseph de Lefavre, dans l'Est ontarien, pourrait bien goûter à son tour à la vague de fermetures du Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO).

Les parents d'élèves sont invités ce soir dès 19 h à l'école du village à une réunion avec les dirigeants du conseil pour discuter de l'avenir de l'établissement scolaire. La fermeture de l'école reste une des solutions sérieusement envisagées par la direction.

Avec ses 26 élèves, l'école primaire catholique Saint-Joseph de Lefavre affiche un taux d'occupation de 16 %. Le CSDCEO cherche à tout prix à engranger des économies, car une subvention octroyée par le ministère de l'Éducation de l'Ontario pour aider les écoles en sous-effectif à couvrir leurs dépenses de fonctionnement sera réduite dès la prochaine année scolaire.

« Cela nous force à revoir notre modèle afin de mieux gérer nos espaces », explique François Bertrand, surintendant des affaires et trésorier au CSDCEO.

Vitalité du village

La fermeture de l'école élémentaire du village a suscité la grogne de plusieurs parents.

« L'école n'abrite que peu d'élèves, mais occupe une grande place au sein de notre communauté. Si elle ferme, ça va avoir un impact majeur pour la vitalité du village. Je crois qu'on ne devrait pas seulement mesurer le facteur de rentabilité pour justifier la raison d'être d'une école. Il y a beaucoup plus que cela », soutient Louise Piché. En décembre dernier, le CSDCEO annonçait la fermeture de l'école élémentaire Sainte-Marguerite-Bourgeois de Hawkesbury en raison de son faible taux d'occupation. Les élèves de l'établissement seront redirigés vers l'école Paul VI.

Le Conseil scolaire a récemment annoncé la fermeture de deux autres établissements à Cornwall : l'école primaire catholique Saint-Gabriel et l'école primaire catholique Sainte-Thérèse.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

Fond/Action

Soumettre la requête

RÉSEAU
SANS FILTRE



Jean-François Codère

Codère - La recherche Facebook : très (très) prometteur

[Jean-François Codère](#) . les affaires.com . 15-01-2013 (modifié le 15-01-2013 à 16:34)

-
-
-
-



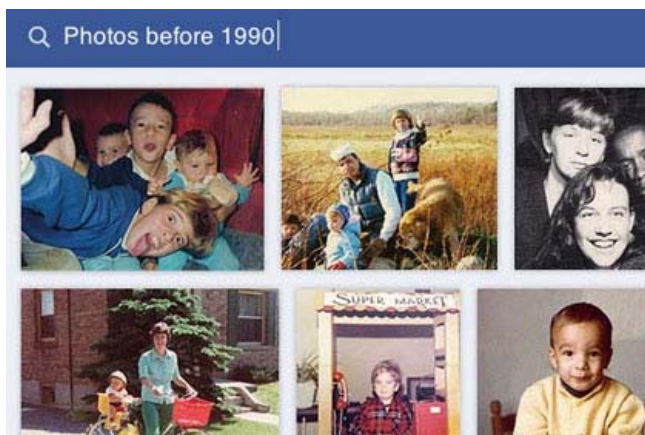
- 1 [Commenter](#)
- [Sauvegarder](#)
- [Envoyer](#)
- [Imprimer](#)

DU MÊME AUTEUR

- [Facebook se lance dans la recherche](#)
- [Bientôt des bouchons de circulation sur les réseaux mobiles](#)
- [La recette de Google Fiber expliquée](#)
- [Codère - Ca va mal chez Funcom Montréal](#)
- [10 événements qui ont marqué les médias sociaux en 2012](#)

SUR LE MÊME THÈME

- [Facebook](#) | [Réseaux sociaux](#) | [Reseaux sociaux](#) |



Un exemple de recherche sur le Graph Search de Facebook

BLOGUE. « C'est quoi ça, le Graph Search? », vous demandez-vous probablement. Réponse : une nouveauté de Facebook qui, je le crois sincèrement, a le potentiel de bouleverser cet outil déjà puissant et d'en faire une machine à imprimer de l'argent.

Le plus grand actif de Facebook, c'est sa base de données. D'une complexité inouïe, celle-ci renferme une quantité incroyable d'informations inaccessible ailleurs, informations auxquelles il est par ailleurs possible d'accorder une importance relative pour chaque

utilisateur en se basant sur un paquet d'autres informations contenues dans la même base de données. Le tout est interrelié. C'est presque magique.

Mais qui dit base de données dit normalement outil de recherche. Or, celui de Facebook était jusqu'ici plutôt rudimentaire. Il ne vous permettait de rechercher que des personnes ou des pages. Pas le contenu publié par lesdites personnes ou pages. C'est ici qu'intervient [Graph Search](#).

Précisons d'emblée que nous n'avons pu essayer Graph Search, qui n'est accessible aujourd'hui qu'en version bêta, en anglais, pour « un petit pourcentage d'utilisateurs », selon Facebook. Le reste du billet présumera que l'outil fonctionne efficacement. Si ce n'est pas le cas, on peut évidemment tout jeter à la poubelle.

Durant leur conférence de presse, Mark Zuckerberg et ses acolytes ont présenté divers scénarios d'utilisation de cette nouvelle fonction de recherches, pas tous pertinents. Personnellement, je me fous un peu d'être en mesure de savoir lesquels de mes amis aiment à la fois *Star Wars* et *Harry Potter*.

- Lire la suite de l'article:
- [1](#)
- [2](#)
- [3](#)
- [Page suivante](#)

À PROPOS DE L'AUTEUR



Jean-François Codère suit les entreprises et les produits technologiques depuis maintenant 12 ans, pour le compte de diverses publications Web, imprimées et télévisées. Il s'intéresse particulièrement aux stratégies des entreprises et à l'innovation, la vraie, celle qui est accessible à tous, qui fait écarquiller les yeux et qui, petit à petit, (...) [Lire la suite](#)

Pour écrire à l'auteur : jean-francois.codere@tc.tc

- [Commenter](#)
- [Sauvegarder](#)
- [Envoyer](#)
- [Imprimer](#)

1 commentaire

Claude B. le 15-01-2013

Intéressant. Je vais très (très) surveiller son développement.

[Tous les commentaires >](#)



CONCOURS

100^{ANS} LeDroit

100 000 \$



Subaru XV Crosstrek 2013

SUBARU OUTAOUAIS

À GAGNER :

UN GRAND PRIX DE **75 000 \$**

50 000 \$
APPLICABLE CHEZ UN CONCESSIONNAIRE PARTICIPANT

25 000 \$
EN ARGENT COMPTANT

25 000 \$ EN PRIX SECONDAIRES

DETAILS ET RÉGLEMENTS DISPONIBLES AUX BUREAUX DU QUOTIDIEN LEDROIT.

Sous la supervision de la firme
Raymond Chabot Grant Thornton

BULLETIN DE PARTICIPATION

NOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____

TÉL. : _____

AUGMENTEZ VOS CHANCES DE GAGNER EN DÉPOSANT VOTRE BULLETIN DE PARTICIPATION CHEZ :



090 boul. Saint-Joseph
Gatineau
819 777-4341

OU ENVOYEZ-LE PAR LA POSTE AUX BUREAUX DU QUOTIDIEN LEDROIT.

L'école et le quartier d'Alex et Katie sous le choc

« Serrez vos enfants dans vos bras »



LOUIS-DENIS EBACHER
ldebacher@ledroit.com

Avant de rentrer en classe, hier matin, des centaines d'enfants de l'École publique de Stittsville ont pu voir des fleurs, déposées devant la maison de deux de leurs compagnons, tués par leur mère, la veille. La résidence où s'est produit l'impensable, lundi soir, est à quelques pas de cette école, devant laquelle le drapeau canadien était en berne.

Hier matin, bien peu de voisins du 25, promenade Granite Ridge, se sont exprimés publiquement sur le drame familial qui a coûté la vie à Jon Alexander Corchis, dix ans, et à sa sœur Katheryn Elizabeth Corchis, six ans. L'aîné était en 5^e année, et la petite Katie, à la maternelle.

Au lendemain du drame, une femme est venue déposer un bouquet de fleurs, en silence, devant la maison des Corchis-Easton. Une mère et son fils ont fait de même sur l'heure du dîner. « Que Dieu vous guide et vous donne la force dont vous avez besoin », pouvait-on lire sur une note qui accompagnait un bouquet.

« Je ne comprends pas, a déclaré un jeune résident, récemment déménagé dans le quartier, Andrew Byrne. Beaucoup de gens, ici, se parlent pour la première fois, à cause de tout ça. »

La directrice de l'éducation du Conseil scolaire d'Ottawa-Carleton, Jennifer Adam, s'est sobrement adressée aux médias. « Ce matin (mardi), j'offre mes plus sincères condoléances aux familles, aux proches et aux amis touchés par les événements de la nuit dernière. Nous tous, et particulièrement la communauté de Stittsville, offrons nos sincères condoléances. »

« Donner du temps »

La commission scolaire a fait parvenir une lettre aux parents d'élèves, qui explique comment parler aux enfants dans de telles situations. « Serrez-les dans vos bras », y est-il écrit. « Les enfants se fient à leurs parents pour se sentir en sécurité. »



PATRICK WOODBURY, LeDroit

Le drapeau était en berne devant l'école que fréquentaient les deux jeunes victimes.

« Nous sommes bien chanceux dans notre conseil scolaire, puisqu'on a des équipes qui sont faites de psychologues, de travailleurs sociaux et d'un surintendant responsable de l'école. Ils sont là depuis (hier) matin pour donner le soutien nécessaire aux élèves, aux enseignants, au personnel, au directeur et aux parents, a indiqué Jennifer Adams. Ce sont des situations très difficiles dans une communauté. »

Des policiers sont restés à l'école, toute la journée d'hier, afin de répondre aux questions des élèves et des employés sur la mort de deux des leurs.

L'école du secteur Stittsville est demeurée ouverte, hier, et le sera toute la semaine. Les enfants sont sortis, comme d'habitude, à la récréation du matin, dans la cour arrière.

M^{me} Adams a affirmé lors de la conférence de presse qu'il était beaucoup trop tôt pour confirmer une éventuelle tenue d'une cérémonie « Il faut donner du temps à la famille », a-t-elle dit.

En début d'après-midi, le conseiller municipal du quartier Stittsville, Shad Qadri, accompagné d'une policière, a

offert son soutien et ses sympathies aux voisins éprouvés. Il a cogné aux portes des résidents des environs et parlé brièvement avec certains d'entre eux.

« Si vous ou votre famille a besoin d'aide au-delà des ressources offertes par l'école, n'hésitez pas à le faire savoir et nous travaillerons pour vous aider », a d'ailleurs écrit M. Qadri à ses concitoyens.

Quelques résidents se sont demandés, hier, sur la page Facebook Stittsville Neighbours, comment retirer des éléments positifs d'une telle tragédie. Certains ont transmis l'idée d'une pétition ou d'une campagne de financement pour les organismes d'aide en santé mentale.



EN VIDÉO
videos.ledroit.ca

LEDROIT, LE MERCREDI 16 JANVIER 2013

NE MANQUEZ PAS, JEUDI LE 17 JANVIER 2013, NOTRE CAHIER

AUTO

LeDroit



Double meurtre suivi d'un suicide à Stittsville

Un père de famille dévasté



JONATHAN BLOUIN
jblouin@ledroit.com

C'est un père de famille «complètement et totalement dévasté» qui a passé la soirée au quartier général de la police d'Ottawa, lundi, après avoir retrouvé sans vie sa femme et ses deux enfants, dans leur résidence du secteur Stittsville, dans l'ouest d'Ottawa. Jon Corchis, propriétaire d'une PME, rentrait de sa journée de travail lorsqu'il a fait la macabre découverte au sous-sol du 25, promenade Granite Ridge. Il a lui-même composé le 9-1-1, vers 17 h 30, avant d'être conduit au poste de police de la rue Elgin, au centre-ville.

«Nous nous sommes entretenus longuement avec lui. Non seulement pour comprendre ce qui s'est passé, mais pour lui offrir notre aide et nos ressources», a relaté l'enquêteur John Maxwell, de l'Unité des crimes majeurs de la police d'Ottawa.

«Que Dieu le bénisse... J'espère qu'il pourra passer au travers», a-t-il ajouté, hier midi, lors d'une conférence de presse.

Lundi, Alison Constance Easton, âgée de 40 ans, a tué par arme blanche ses deux enfants, Jon Alexander Corchis, 10 ans, et Kathryn Elizabeth Corchis, 6 ans, avant de s'enlever la vie. Le décès des enfants, connus simplement aux yeux de tous comme Alex et Katie, a été constaté sur place.



Jon Corchis, propriétaire d'une PME, rentrait de sa journée de travail lorsqu'il a fait la macabre découverte au sous-sol du 25, promenade Granite Ridge.

«C'est le cauchemar de tout le monde, parce que c'est tellement triste. C'est un acte criminel, mais qui penche beaucoup plus du côté de la tragédie humaine», a expliqué M. Maxwell. L'enquêteur a profité du moment pour offrir ses sympathies à Jon Corchis, rappelant que la plupart des premiers répondants ont eux aussi des familles,

arrivé est bel et bien arrivé», a indiqué l'enquêteur Maxwell.

«On pourrait penser que tout est décidé dans cette affaire, mais pas nécessairement. C'est pourquoi nous voulons parler à plusieurs personnes, que ce soit des membres de la famille, des amis ou des connaissances, afin de déterminer s'ils ont remarqué quelque chose», poursuit-il.

En raison des circonstances entourant le drame, la police d'Ottawa n'entrevoit pas déposer d'accusation dans ce dossier.

Au dire de la police, la famille était «presque sans histoire». Les policiers ont déjà été appelés à se rendre sur place dans le passé, mais il ne s'agissait que d'incidents mineurs, principalement des plaintes pour des chiens qui aboient trop fort. Aucune intervention n'était reliée à de la violence conjugale, a assuré l'enquêteur Maxwell.

Alison Constance Easton participait d'ailleurs activement au programme de surveillance de quartier, dans ce secteur cossu de Stittsville. Ce programme, «qui aide les voisins à surveiller les voisins», vise à décourager la criminalité à l'échelle de la ville.

«C'est le cauchemar de tout le monde, parce que c'est tellement triste. C'est un acte criminel, mais qui penche beaucoup plus du côté de la tragédie humaine.»

John Maxwell, enquêteur à la police d'Ottawa

Leur mère, toujours vivante à l'arrivée des autorités, a succombé à ses blessures peu de temps après.

Selon toute vraisemblance, celle qui aurait laissé une note avant de commettre son geste, avait des problèmes de santé mentale.

Au lendemain de la tragédie, la police a confirmé la thèse du double meurtre suivi d'un suicide, qualifiant l'affaire d'«horrible» et de «terrifiante».

rendant leur travail «très, très difficile». La police n'a pas voulu offrir d'autres détails, sur la cause des décès, préférant demeurer évasive.

Une autopsie devait être pratiquée hier sur le corps d'Alison Constance Easton. Les corps des deux enfants doivent être soumis à une autopsie aujourd'hui.

«Nous devons être absolument certain que ce que nous croyons qui est

CONCOURS

**JE SUIS ABONNÉ(E)
J'AI UNE CHANCE SUPPLÉMENTAIRE!**

100^{ANS} LeDroit 100 000 \$

- 1** DÉCOUPEZ VOS COUPONS DE PARTICIPATION.
- 2** DÉPOSEZ VOS COUPONS CHEZ LE CONCESSIONNAIRE INDiqué SUR LE COUPON OU POSTEZ-LE AUX BUREAUX DU QUOTIDIEN LEDROIT.
- 3** GAGNEZ LA CHANCE DE FAIRE PARTIE DES FINALISTES QUI SERONT INVITÉS À LA SOIRÉE DE CÉLÉBRATION DU 100^e ANNIVERSAIRE DE VOTRE QUOTIDIEN LEDROIT.

En collaboration avec les partenaires suivants :

Sous la supervision de la firme
Raymond Chabot Grant Thornton

ABONNÉ(E) SEULEMENT

NOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____

TEL : _____

Postez votre coupon supplémentaire à l'une des adresses suivantes :

- LeDroit, 47 rue Clarence, bureau 222, C.P. 8660, succursale T. Ottawa (Ontario), K1G 3J9.
- LeDroit, Promenades de l'Outaouais, 1100, boulevard Maloney Ouest, Gatineau (Québec), J8T 4G3.

L'événement
DES FÊTES
SE POURSUIT

GEL DE PAIEMENTS

90 JOURS

SUR TOUS LES VÉHICULES 2013 FINANÇÉS

OU LOUEZ LE FIT DX 2013 À PARTIR DE

178 \$ @ 2.99%

PAR MOIS POUR 48 MOIS AVEC 1578 \$ COMPTANT S.A.C. ET 0\$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

MODÈLE GEGZJEX

Civic Motors

Honda

1171 boul. St-Laurent, Ottawa (en face du centre commercial St-Laurent) 613 741-6676 civicmotors.com

LEDROIT, LE MERCREDI 16 JANVIER 2013

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com US/Can: 1.877.980.4040 Intern: 800.636.6394
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

TÉMOINS D'UN ÉVÉNEMENT

VOUS AVEZ DES NOUVELLES, DES PHOTOS D'ACTUALITÉ ?
613-562-0333
nouvelles@ledroit.com

MÉTÉO en détails PAGE 46

Alternance de soleil et de nuages.
Max. -1 Min. -13

NOUS JOINDRE
Renseignements généraux :
613-562-0111

Abonnements et livraison du journal
tirage@ledroit.com 613-562-0555
www.lapresse.ca/abonnement 1800-267-6961
Lundi au vendredi: 6 h — 16h30
Samedi: 7 h — 12 h

Publicité
(annonces commerciales) 613-562-7747
Lundi au vendredi: 8h30 à 16h30

Petites annonces
petitesannonces@ledroit.com 613-562-0222
necrologie@ledroit.com 1 800-267-9555
Lundi au jeudi: 8 h — 19 h
Vendredi: 8 h — 17h30
Samedi: 8 h — 12 h

SOMMAIRE

Actualités	18
Arts	26
Détente	38
Économie	39
Editorial	16
Forum	17
Horoscope	38
Loteries	41
Nécrologie	28
Petites annonces	33
Sports	44
Statistiques	46

Le quotidien LeDroit est publié et édité par LeDroit, une division de 3834310 Canada Inc dont le siège social est us au 47 rue Clarence Bureau 222 à Ottawa, Ontario, K1G 3J9. LeDroit est imprimé à Gatineau par la compagnie Qualimax, propriété de Transcontinental.



merci de recycler ce journal

Sur le web ledroit.ca

QUESTION DU JOUR

Faut-il revoir le modèle des cégeps au Québec?
Oui — 72% Non — 28%
528 votes

LEDROIT, LE MERCREDI 16 JANVIER 2013

Infanticides

Pères et mères n'ont pas les mêmes motivations



JUSTINE MERCIER
jmercier@ledroit.com

Les drames familiaux résultant de la détresse psychologique d'une mère ne sont pas un phénomène nouveau, mais les raisons qui poussent une femme à tuer les enfants qu'elle a portés diffèrent souvent par rapport aux tragédies où c'est un père qui commet l'irréparable.

Professeure au département de psychoéducation et de psychologie de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), Monique Séguin souligne que même si les drames familiaux sèment chaque fois la consternation dans les communautés touchées et dans la population en général, ils demeurent des événements « rares ». « Au Québec, on avait fait une recherche, et depuis les années 1960, ça n'augmente pas, indique-t-elle. Des années, il y en a un peu plus, d'autres un peu moins. »

Protection

Dans le cas qui afflige la communauté de Stittsville, c'est la mère de famille, Alison Easton, qui aurait poignardé à mort ses deux enfants, Alex et Katie, avant de s'infliger à son tour des blessures mortelles.

Sans pouvoir commenter ce cas en particulier, M^{me} Séguin note que les motivations diffèrent souvent entre les mères et les pères qui agissent de la sorte.

« Dans le cas des mères qui tuent leurs enfants, la littérature suggère que ce sont plus souvent de jeunes bébés, que la mère est peut-être dépressive, qu'elle a des vulnérabilités très présentes et qu'elle souhaite se suicider, mais qu'elle ne veut pas partir sans ses enfants, qu'elle veut les amener avec elle pour les protéger d'un monde dangereux », explique Monique Séguin, qui est également chercheuse au Groupe McGill d'études sur le suicide.

Pour les drames familiaux où c'est un père qui en vient à arra-



PATRICK WOODBURY, LeDroit

« C'est souvent la question qui revient: comment pourrait-on mieux détecter ce genre d'événements? Mais ce sont tellement de petits nombres d'événements, que ça devient difficile de tirer des conclusions », souligne Monique Séguin, professeure au département de psychoéducation et de psychologie de l'UQO.

cher la vie de ses enfants, les motifs seraient plus souvent associés à une volonté de vengeance. « On laisse entendre que les hommes tuent généralement des enfants plus âgés et que la motivation serait justement de se venger d'avoir été laissés, alors que les mères qui veulent se suicider et qui entraînent les enfants avec elles veulent surtout les protéger », note la professeure de l'UQO.

Chose certaine, un parent qui commet un crime du genre est en proie à une détresse psychologique, qui peut mener à une psychose dans certains cas, indique M^{me} Séguin. « Il y a un niveau de détresse extrêmement élevé, et probablement qu'à cette période-là, la personne souffre aussi d'un certain trouble de santé mentale. »

Par contre, rien n'est évident lorsque vient le temps d'évaluer les pistes de solutions pour prévenir de telles tragédies. « C'est souvent la question qui revient: comment pourrait-on mieux détecter ce genre d'événements? Mais ce sont tellement de petits nombres d'événements, que ça devient difficile de tirer des conclusions, d'autant plus que les événements sont tellement différents les uns des autres, souligne M^{me} Séguin. [...] Ce à quoi la personne a pensé avant d'agir, ça, on ne le sait pas. »

COMMENT PARLER AUX ENFANTS DES TRAGÉDIES

- Il importe de se rappeler que les enfants, peu importe leur âge, se fient à leurs parents pour se sentir en sécurité.
- Trouvez un moment où l'enfant est susceptible de vouloir parler; en voiture, avant le souper ou à l'heure du coucher, par exemple.
- Entamez la conversation, et faites savoir à l'enfant que vous êtes là pour l'écouter.
- Soyez à l'écoute de ses pensées et points de vue, sans l'interrompre et sans dénigrer les siens.
- Adaptez vos discussions et votre vocabulaire à l'âge de l'enfant.
- Encouragez-le à parler de ses émotions, à les écrire ou à les exprimer sous forme d'art.
- Rappelez-lui que vous êtes là pour le protéger et le soutenir; serrez-le dans vos bras.
- Assurez-vous que la maison soit un lieu où l'enfant se sent confortable et en sécurité.
- Soyez à l'affût de tout signe d'anxiété, de stress ou de peur.
- Prenez une pause des nouvelles, même si l'enfant souhaite rester informé; une exposition constante aux informations peut accroître son anxiété.
- Prenez soin de vous afin d'être en mesure de prendre soin de votre enfant.
- N'hésitez pas à consulter un professionnel en cas de besoin.

Source: Ottawa-Carleton District School Board

CHEVROLET SONIC 2012



#B120045

NEUVE

P.D.S.F. 15 855 \$

12 995 \$*

*+ taxes.

boulevardgm.com

950, boul. St-Joseph, Gatineau (secteur Hull)

819 777- 2731

Boulevard

Cadillac Chevrolet

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | 16 Jan 2013 | Ottawa Citizen | MATTHEW PEARSON mpearson@ottawacitizen.com
[Twitter.com/mpearson78](https://twitter.com/mpearson78)

No clubs, sports, teachers' union says

'It's not business as usual:' OCETF

Elementary school teachers are being told by their union to refrain from participating in extracurricular activities until the provincial government shows some willingness to fix the strained relationship.



JULIE OLIVER/OTTAWA CITIZEN

Elementary school teachers picket at Longfields-Davidson Heights Secondary School in Barrhaven on Dec. 12.

"We're sending a message that it's not business as usual," said Peter Giuliani, the president of the Ottawa Carleton Elementary Teachers' Federation.

"The vast majority of our members have indicated that they support this position," he said.

The union's 3,000 members are upholding a similar ban on extracurriculars that remains in place for members of the Ontario Secondary School Teachers' Federation.

Elementary teachers tried to walk out last Friday to protest government actions, but the move was deemed illegal by the Ontario Labour Relations Board. The ruling also caused OSSTF to cancel a walkout it was planning.

Giuliani said his union does not plan to fine or sanction teachers who do not abide by the union's direction.

Teachers and education workers are expected to protest outside Liberal and Conservative MPPs' offices on Thursday after school.

Ottawa Centre MPP Yasir Naqvi said he hopes cooler heads will prevail once a new premier is chosen next week.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | *16 Jan 2013* | *Ottawa Citizen*

Toronto teachers protest Bill 115

Union president Sam Hammond says about 2,000 Toronto public elementary school teachers joined a demonstration Tuesday evening outside the Ministry of Education offices in Toronto. Police diverted traffic as the teachers protested Bill 115 — controversial legislation that allowed the governing Liberals to impose new contracts on teachers. The province has vowed to repeal Bill 115 now that it has served its purpose, but the teachers call the legislation “draconian” and say it trampled their democratic rights. Elementary teachers across the province had planned a mass demonstration last Friday but cancelled it at the last minute after the Ontario Labour Relations Board deemed it an illegal strike. Members of the Ontario Secondary School Teachers’ Federation, which represents public high school teachers, plan similar protests Wednesday at the offices of MPPs across the province.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Who's the #1? #doit #wz #xun #urwq #rllr

BY KEVIN CONNOR ,TORONTO SUN

FIRST POSTED: TUESDAY, JANUARY 15, 2013 09:07 PM EST | UPDATED: TUESDAY, JANUARY 15, 2013 10:05 PM EST

TORONTO - Hundreds of teachers held a loud protest outside Education Minister Laurel Broten's downtown office Tuesday night.

The disgruntled group gathered at Bay and Wellesley Sts. in their latest of a series of job actions and protests against the government's controversial Bill 115.

The provincial government used the legislation to impose contracts on public school teachers which freeze their wages and eliminate bankable sick days.

"Teachers continue to express outrage over our rights to bargain. Others haven't had this legislation. We are here to express our concern and we are hopeful the next leader of the Liberals will give us the opportunity to negotiate," said Martin Long, president of the Elementary Teachers of Toronto (ETT).

Teachers want to send the message that their fight is not over, added Andy Lomnicki, vice-president of the ETT.

"Good will is dissipating quickly. The membership is not fractured from leadership. We will keep the eye on the message," Lomnicki said. "People have better things to do than come down here but we aren't forcing them to be here."

Sam Hammond, president of the Elementary Teachers' Federation of Ontario, thanked the crowd for the turnout.

"I have been working hard and you have been working hard and thank you for what you are doing. Thank you for being vocal and I have said over and over we are not going away. We are here to tell this government we are here and we aren't going away," Hammond said.

"We are doing what is right and we will fight this legislation at every turn."

Krista Kilian, a kindergarten teacher at Joseph Brant Public School in Scarborough, said the teachers need to get parents involved in this fight.

She said if the union can rally an army of parents and bystanders at Queen's Park, she will start extracurricular activities again.

"We tell our kids to stand up to a bully. We need to post this on Facebook. I won't be voting Liberal or (Progressive) Conservative again and where are the NDP in all of this?" Kilian said.

Teachers Target Broten

IMAGE: 1 OF 8



Ontario teachers protest outside the ministry of education office at Bay and Wellesley Tuesday, January 15, 2013, to oppose Bill 115, which forced them to accept a new contract. (MICHAEL PEAKE/Toronto Sun)

VSRQVRUHG#DIQNV#



D&A Macleod

Financial Stress? Need
Help?
macleod.ca



Scrap Vehicles

Top \$\$\$ paid, no charge
pick-up
glauto.ca



Payday loans

Get the cash today
Apply Now!

See All Sponsored Links